

## LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA TENTATIVE DE REPRISE DE LA W. J. GAGE TEXTBOOK DIVISION PAR UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

[Traduction]

**M. Alastair Gillespie (Etobicoke):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Revenu national qui est chargé d'élaborer des politiques sur la propriété étrangère. Quelles mesures le gouvernement a-t-il l'intention de prendre éventuellement en ce qui concerne la vente prévue de la grande entreprise canadienne d'édition de manuels scolaires, le service d'édition de W. J. Gage Limited, à la Scott Foresman Company?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. La question du député ressemble beaucoup à une autre question qui a déjà été posée aujourd'hui. Cette dernière demandait au ministre de faire une déclaration sur sa politique, et j'ai trouvé que formulée en ces termes la question était peut-être trop vaste, mais le ministre pourrait indiquer en réponse à la première question si une déclaration générale sera faite à une date ultérieure et il répondrait en même temps à la question posée par le député d'Etobicoke.

**L'hon. Herb Gray (ministre du Revenu national):** Monsieur l'Orateur, comme je l'ai déjà signalé, je pense, en réponse à une question qui m'a été posée tantôt, je ne puis dire en ce moment à quelle date précise je serai en mesure de publier une déclaration générale sur la politique relative à la propriété étrangère. Avec votre permission, monsieur l'Orateur, puis-je répondre brièvement aux deux questions qu'on m'a posées à ce sujet sous une forme que vous jugerez peut-être acceptable.

Il n'existe à l'heure actuelle aucune loi fédérale sur laquelle on puisse se fonder pour prendre une initiative quelconque à l'égard de cette transaction. Toutefois, les provinces ont, semble-t-il, la compétence et l'autorité voulues pour juger si les manuels scolaires sont acceptables. Je me proposais justement de me mettre en rapport avec le ministre de l'Éducation de l'Ontario ainsi qu'avec d'autres ministres provinciaux pour discuter de cette question. Je me réjouis donc de voir que, selon les nouvelles, le ministre de l'Ontario serait en train de prendre les dispositions nécessaires en vertu de l'autorité qui lui est conférée, et je serai heureux de discuter la question avec lui.

**M. Gillespie:** Comme le gouvernement reconnaît l'importance que revêt une maison canadienne d'édition de manuels scolaires, est-il disposé à fournir aux éditeurs canadiens

des encouragements financiers, comme il le fait pour l'industrie manufacturière au Canada?

**M. l'Orateur:** Le ministre pourrait peut-être répondre à cette question lorsqu'il fera sa déclaration sur la politique gouvernementale.

## LES PÊCHES

LES ENTRETIENS DU PREMIER MINISTRE À MOSCOU—LES INTENTIONS DU CANADA

**M. John Lundrigan (Gander-Twillingate):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le premier ministre. Peut-il nous dire s'il discutera de la conservation et de la gestion de nos ressources aquatiques lors de sa visite prochaine en Union soviétique?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, nos deux gouvernements sont actuellement en train d'élaborer un programme de discussions convenant aux deux parties. Je préfère ne faire aucun commentaire tant que ce programme ne sera pas adopté, mais je tiendrai compte des instances du député.

**M. Lundrigan:** Compte tenu de l'exploitation excessive de nos ressources aquatiques, surtout de la part de pays étrangers, comme l'Union soviétique, le premier ministre peut-il nous dire si le Canada a clairement indiqué sa position au sujet de la gestion et de la conservation de nos ressources marines dans les eaux bordant nos eaux territoriales? Le premier ministre peut-il en outre nous indiquer quand il sera prêt à faire connaître sa position au peuple canadien?

**L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts):** Monsieur l'Orateur, comme le savent les députés, la surexploitation de nos pêcheries au voisinage de nos côtes nous préoccupe beaucoup. Nous avons également très clairement défini notre position. Je crois que nous devons continuer à passer par la Conférence sur le droit de la mer pour convaincre la majorité des nations du caractère raisonnable de notre position.

LES NÉGOCIATIONS AVEC L'URSS AU SUJET DE LA PÊCHE AU LARGE DE LA C.-B.

**M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Une autre question, monsieur l'Orateur. A propos des pourparlers qui ont lieu présentement entre les représentants du gouvernement canadien et ceux de l'Union soviétique au sujet de l'ensemble de la question des pêches, et en particulier des difficultés qui ont surgi récemment sur la côte du Pacifique, puis-je demander au ministre des Pêches qui